

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE

S/4923
13 août 1961

ORIGINAL : FRANCAIS

ECHANGE DE LETTRES DATEES DES 10 ET 13 AOUT 1961 ENTRE LE PREMIER
MINISTRE DE LA REPUBLIQUE DU CONGO ET LE SECRETAIRE GENERAL

- a) Lettre en date du 10 août 1961 adressée au Secrétaire général par le Premier
Ministre de la République du Congo

Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies,

J'ai le grand plaisir de vous faire savoir que le Parlement congolais réuni à Lovanium sous la protection des Nations Unies a mis fin à la crise constitutionnelle congolaise en donnant à l'unanimité sa confiance à un gouvernement d'unité nationale et de réconciliation politique que j'ai l'honneur de présider. Dans une résolution adoptée aussi à l'unanimité le 2 août 1961 par les deux Chambres du Parlement avant le vote de confiance à mon gouvernement, le Parlement a déclaré que le nouveau gouvernement d'unité nationale serait le successeur légal du premier Gouvernement central de la République du Congo. Dans la même résolution, le Parlement a déclaré en outre que : "du moment que le nouveau gouvernement aura obtenu la confiance des Chambres, nul autre gouvernement ne pourra prétendre exercer les fonctions constitutionnelles du Gouvernement de la République du Congo". Sur base de la résolution parlementaire citée plus haut, mon gouvernement est le seul gouvernement avec lequel les Nations Unies doivent traiter en vertu des décisions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Je m'attends donc à ce que les Nations Unies donnent toute leur aide et appui au Gouvernement central de la République du Congo que j'ai l'honneur de présider, et j'espère fermement que toute l'assistance ainsi fournie par les Nations Unies, dans les limites de son mandat sera donnée exclusivement au Gouvernement central de la République du Congo. Je me permettrai donc, dans un avenir rapproché, de m'adresser à vos représentants au Congo pour leur indiquer les détails du programme d'assistance que mon gouvernement envisage de proposer aux Nations Unies. Je souhaite que vous-même, Monsieur le Secrétaire général, ainsi que vos représentants, teniez mon gouvernement régulièrement au courant des activités de la mission des Nations Unies au Congo, en particulier en ce qui concerne les activités de la Force des Nations Unies en vue du maintien de l'ordre public. Je me permets enfin,

Monsieur le Secrétaire général, de vous rappeler le texte du discours que j'ai prononcé devant les Chambres lorsque j'ai demandé la confiance du Parlement et dans lequel j'ai présenté le programme de travail que mon gouvernement se propose d'exécuter. J'ai pris la liberté d'inclure ici une copie de ce discours^x. Je suis convaincu que c'est dans l'esprit de ce programme que l'aide apportée par les Nations Unies pourra trouver son emploi le plus efficace.

Je vous prie d'agréer, etc.

Le Premier Ministre

Signé : Cyrille ADOULA

b) Lettre en date du 13 août 1961 adressée au Premier Ministre de la République du Congo par le Secrétaire général des Nations Unies

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre No 001021/CAB/P.M. du 10 août, dont je vous remercie très vivement. Je note que le Parlement congolais qui s'est réuni récemment au Lovanium a à l'unanimité investi de sa confiance un gouvernement d'unité nationale et de réconciliation politique que vous présidez en tant que Premier Ministre. Je note aussi que dans la résolution qu'elles ont adoptée à l'unanimité le 2 août 1961, les deux Chambres du Parlement déclarent que le nouveau Gouvernement d'unité nationale sera le successeur légal du premier Gouvernement central de la République du Congo. En outre, dans cette même résolution, le Parlement déclare que nul autre gouvernement ne pourra prétendre exercer les fonctions du Gouvernement de la République du Congo.

Comme vous le savez, le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont toujours attaché la plus grande importance à la convocation du Parlement et à la création d'un gouvernement constitutionnel. C'est donc pour moi un vif sujet de satisfaction de voir qu'un tel gouvernement est désormais constitué et je n'ai aucune hésitation à vous confirmer que l'Organisation des Nations Unies, dans les activités dont le Secrétaire général a été chargé par le Conseil de sécurité, traitera, en réponse aux décisions du Parlement, avec votre gouvernement comme étant le Gouvernement central de la République du Congo. Je reconnais ainsi que toute aide et tout appui que l'Organisation des Nations Unies est en mesure, dans les limites de ce mandat, de prêter au Congo devront être fournis à votre Gouvernement exclusivement.

^x Voir l'Annexe.

/...

Mes collègues et moi attendons que, comme vous l'avez annoncé, vous nous fassiez connaître les détails du programme d'assistance que votre gouvernement entend soumettre à l'Organisation des Nations Unies. Soyez assuré, Monsieur le Premier Ministre, que nous ferons tout ce que nous pouvons pour prêter notre concours, dans les limites de nos possibilités.

Mes représentants au Congo ont pour instructions de tenir votre gouvernement informé des activités de la mission des Nations Unies au Congo, dans le domaine civil comme aussi pour ce qui est de la Force des Nations Unies, qui, ainsi que vous l'avez reconnu, n'a qu'un seul but, à savoir aider votre gouvernement à maintenir l'ordre public.

Signé : Dag HAMMARSKJOLD

ANNEXE

DISCOURS PRONONCE PAR LE PREMIER MINISTRE, M. CYRILLE ADOULA, DEVANT
LES DEUX CHAMBRES DU PARLEMENT CONGOLAIS, LE 2 AOUT 1961

Après dix longs mois de crise où nous avons tous soufferts, les conditions d'entente et de réconciliation ont pu être réalisées pour permettre enfin au Parlement de se réunir à nouveau et à un gouvernement de s'y présenter.

Le Chef de l'Etat, suivant ses prérogatives constitutionnelles, m'a confié la redoutable charge de présider le gouvernement et il a nommé les nouveaux ministres qui ont déjà prêté serment entre ses mains.

C'est ce nouveau gouvernement qui a l'honneur de se présenter devant vous, Messieurs les Députés, et de solliciter votre confiance, pour devenir aussi votre gouvernement.

L'équipe que je viens d'avoir l'honneur de vous présenter provient de toutes les régions du pays, de tous les partis et de toutes les tendances politiques. Ce choix s'inspire du principe même qui a présidé à notre décision de former en ce moment critique de notre histoire un gouvernement d'union nationale. Je voudrais, dans ma première déclaration à la Chambre, vous donner l'assurance que ce même principe continuera de guider l'équipe dans ses travaux au service de la Chambre, du Sénat et du pays. Vous conviendrez tous avec moi que l'avenir du Congo repose dans la confiance mutuelle, dans l'union et dans l'effort commun.

J'ai la conviction que toutes nos actions devraient tendre à renforcer ce sentiment de solidarité. L'équipe que je présente à votre approbation et à votre investiture a été constituée avec cet objectif en vue. De par sa nature, nous sommes solidaires : nos transports fluviaux, la répartition de nos ressources naturelles et l'implantation de nos divers groupes ethniques, tout tend à démontrer que nous sommes solidaires les uns des autres. Quatre-vingts ans d'histoire commune ont également contribué à resserrer ces liens. L'évolution récente en matière de réseaux routiers et d'aviation civile ainsi que dans le domaine des institutions de recherche et des autres services mis sur pied en vue de répondre aux besoins du Congo tout entier en tant qu'entité distincte, nous impose, sous peine de réduire à la ruine le patrimoine inestimable du Congo, de demeurer un seul peuple et une seule nation.

Messieurs, si j'insiste ainsi sur le principe de l'unité nationale, ce n'est pas qu'une région quelconque de notre pays entende ou veuille priver les autres régions du juste revenu qu'elles tirent de l'exploitation de leurs ressources particulières. Il est possible, dans le régime de gouvernement que nous aurons le privilège de forger, d'élaborer des formules de répartition des revenus qui reconnaissent et accordent à chaque province ou état le droit à une part équitable dans le partage des revenus propres aux diverses régions du pays. Si nous insistons tant pour que nos frères, et j'insiste sur le mot frères, katangais restent unis à nous, ce n'est nullement pour des motifs égoïstes. Même si le Katanga n'était qu'une étendue de terre aride et désertique nous n'en continuerions pas moins de le considérer comme une partie intégrante de notre pays. Nous ne pouvons pas trahir notre patrie ni ceux qui ont consacré leur vie au progrès de quelque partie que ce soit de notre territoire. J'ai le ferme espoir que le principe de l'unité nationale, la foi en l'unité nationale, qui ont guidé et inspiré nos travaux en cette session historique du Parlement congolais, nous permettront d'extirper les causes de conflits intertribaux. Il ne suffit pas d'affirmer que ces conflits ont été entretenus et exploités par des éléments extérieurs, nous devons nous amender sous ce rapport. Je veux dire par là que nous devons nous défaire de ce que nous admettons être des faiblesses, quelles qu'en soient les origines, et affronter avec courage - avec le courage qui convient à un peuple indépendant - et résoudre les problèmes qui se posent à nous.

Je suis heureux de pouvoir dès maintenant vous annoncer que les Baluba et les Lulua ont conclu ici même un accord qui sera officiellement confirmé à l'issue de la présente session, lors du retour des délégués dans leurs régions respectives. Ai-je tort de croire que cette équipe, que ce Parlement seront un exemple et une inspiration pour tous nos compatriotes? N'allons pas continuer à entretenir des griefs, attachons-nous plutôt aux aspects positifs de notre commune appartenance pour faire de ce jour, de ce gouvernement et de ce parlement un point décisif dans l'histoire du Congo.

Nous avons besoin en cette heure de mobiliser toutes nos ressources pour sauver le pays. Nous lançons à toutes et à chacune des provinces un appel pressant pour qu'elles se joignent à cette équipe, à laquelle, j'en suis sûr, vous accorderez votre investiture pour assurer au Congo tout entier la paix et l'unité.

Constitution

Une des tâches les plus importantes que mon gouvernement devra entamer sera l'élaboration d'un avant-projet constitutionnel. Il y a beaucoup d'avis différents sur la façon dont la Loi fondamentale devrait être remaniée, mais tout le monde semble d'accord qu'il est indispensable de la changer. Nous avons besoin d'une constitution congolaise qui suivra l'esprit congolais, qui adoptera des structures politiques adaptées aux aspirations du peuple congolais et qui sera établie par les Congolais eux-mêmes. Il nous faut une constitution qui ne donnera pas l'ingérence à des institutions d'un pays étranger dans les affaires congolaises, comme le fait la Loi fondamentale.

Dans l'élaboration de l'avant-projet de la constitution, mon gouvernement s'inspirera de l'idée de l'unité nationale du peuple congolais, dont la souveraineté doit être représentée par un pouvoir central qui pourra veiller sur l'intégrité territoriale de la République du Congo. D'autre part, mon gouvernement tiendra compte des diversités régionales qui caractérisent notre vaste pays, et du désir des habitants de divers territoires d'obtenir dans des domaines qui sont d'intérêt régional plutôt que national, une autonomie locale qui permettra une administration plus étroitement liée avec la population et plus consciente de ses intérêts.

En élaborant l'avant-projet de la constitution, mon gouvernement travaillera en coopération étroite avec les commissions constitutionnelles du Parlement, pour assurer que dans ses travaux le gouvernement ira toujours la main dans la main avec le représentant élu du peuple à qui appartiendra toute décision finale sur cette oeuvre si importante pour l'avenir de la nation congolaise.

Mon gouvernement mettra tout en oeuvre pour que l'avant-projet de la constitution soit présenté devant les Chambres dans le délai le plus court possible. Mais d'ici là, les circonstances nous commandent de prendre des mesures transitoires.

En effet, il existe dans certaines régions du pays une tension extrêmement dangereuse pour la paix nationale et la sécurité de nos populations. Mon gouvernement aura pour souci de créer des conditions favorables à une véritable

bonne entente et la réconciliation nationale. A cet effet il prendra des mesures adéquates permettant à chaque région visée de s'administrer selon ses aspirations profondes. Il s'engage par conséquent à soumettre aux Chambres, dans un avenir immédiat, un avant-projet de loi modifiant l'article 7 de la Loi fondamentale.

Politique internationale

Les relations internationales et la conduite de la politique extérieure sont de la compétence exclusive du gouvernement central de la République.

Le gouvernement tient à proclamer solennellement que le Congo est un pays souverain et indépendant tout autant que n'importe quel autre pays dans le monde.

Il affirme sa volonté de défendre avec force cette indépendance contre toute ingérence de l'extérieur, par une politique de non alignement. Son souci majeur sera de contribuer par tous les moyens au maintien de la paix dans le monde. Il défendra toutes les organisations internationales qui se sont assigné un objectif pacifique. Nous ne cherchons qu'à assurer à l'humanité entière, sans distinction de race ou de sexe, une plus grande justice sociale, un progrès politique et moral. Le gouvernement fera appel à une assistance technique multilatérale sans exclure à priori un pays étranger quelconque, pour autant qu'il n'y ait pas de conditions politiques. Les pays qui veulent nous aider doivent le faire dans le respect de notre souveraineté et sans arrière pensée.

Dans la mesure de ses moyens, le gouvernement aidera aussi les pays frères, il accordera tout son soutien matériel et moral à tous les mouvements africains de libération nationale. Malgré ses énormes difficultés notre pays garde sa vocation africaine. Il servira de base au nationalisme africain qui combat pour la liberté. Nous mettrons à profit notre position d'être au coeur de l'Afrique pour combattre le colonialisme et l'impérialisme sous toutes ses formes.

La solidarité africaine, c'est notre pays qui en sera le foyer le plus vif. Le gouvernement entend mener une politique de solidarité africaine dans le respect de la souveraineté de chaque Etat. Nous ne tolérerons jamais que la démagogie d'un quelconque potentat vienne compromettre les efforts d'unification de l'Afrique. Tout sera mis en oeuvre pour intensifier les échanges culturels et économiques entre les pays africains.

Pour mieux remplir les tâches que nous impose ce désir d'établir des relations amicales avec les autres pays de la communauté des nations, il est indispensable d'établir des représentations diplomatiques congolaises dans les capitales d'Afrique ainsi que dans les autres grands centres du monde. La participation de la République du Congo dans les travaux des organisations internationales et dans les conférences convoquées pour traiter des sujets qui intéressent notre pays doit également être assurée. Mon gouvernement a l'intention d'accéder aux conventions internationales où le Congo pourra bénéficier d'une telle occasion. Mais mon gouvernement ne permettra jamais aucun abus de la souveraineté congolaise, aucune ingérence dans ses affaires intérieures ni une résurrection du colonialisme sous aucune forme.

Une tâche très importante pour l'avenir de notre pays et pour son rétablissement économique et financier sera de régler la question du contentieux et de rapatrier au Congo le portefeuille qui lui appartient et détenu jusqu'ici par la Belgique. Il est également urgent d'obtenir le transfert au Congo de l'administration et des avoirs des organisations parastatales et d'arrêter la fuite des richesses du Congo à l'étranger.

Mon gouvernement attachera une importance toute particulière à la réalisation de cet objectif. A cet effet, il est prêt à engager des pourparlers avec le Gouvernement belge.

La Belgique qui nous a accordé notre indépendance doit cesser de s'immiscer dans nos affaires internes. Nous attendons d'elle une politique sans équivoque, tendant au respect de notre souveraineté et de l'unité nationale.

La normalisation de nos relations dépend en majeure partie de la conformité à ces impératifs et de la liquidation préalable du volumineux litige qui existe entre nos deux pays.

Nous ne pouvons passer sous silence l'assistance exceptionnelle mobilisée pour nous aider, par l'Organisation des Nations Unies. Comme l'a souligné le Chef de l'Etat dans son discours devant les Chambres réunies, l'ONU a droit à notre gratitude. Le gouvernement ne doute pas un seul instant que l'ONU l'aidera chaque fois qu'il fera appel à elle pour des tâches bien spécifiques.

La désorganisation des services administratifs et des forces de l'ordre au lendemain de l'indépendance de notre pays, plaça le premier gouvernement de la République dans l'obligation de faire appel à l'Organisation internationale.

Par décision du Conseil de sécurité et sur demande expresse du Président de la République contresignée par le Premier Ministre de l'époque, les troupes des Nations Unies furent introduites au Congo. Elles avaient pour mission de nous aider à rétablir l'ordre et à sauvegarder l'intégrité territoriale. Cependant le mandat des Nations Unies au Congo ne s'est précisé qu'avec le temps au point d'empiéter parfois sur les compétences qui normalement relèvent exclusivement de la souveraineté congolaise.

Nous proclamons solennellement adhérer à la Charte des Nations Unies qui reconnaît la souveraineté des Etats Membres. Nous prenons aussi l'engagement de faire honneur à nos obligations de Membre des Nations Unies. Nous exécuterons les résolutions du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale tant que notre souveraineté ne sera pas mise en cause. Il appartient au gouvernement, avec votre appui, Messieurs les députés, de définir l'assistance que le pays attend de l'ONU. La coopération avec les Nations Unies doit concerner l'élaboration des projets autant que leur exécution. C'est dans cet esprit que fut signé l'accord du 17 avril entre le Président de la République et les représentants du Secrétaire général de l'ONU. Le gouvernement mettra tout en oeuvre pour que cet accord, sous votre contrôle, trouve une rapide application avec le maximum d'efficacité.

D'autre part il faudra statuer sur les droits et obligations que l'Organisation et le Gouvernement congolais devront respecter dans leurs rapports mutuels.

A cet effet, nous désirons que soit conclu aussitôt que possible un accord définissant d'une façon précise les détails d'application de l'arrangement de base du 27 juillet 1960. L'ONU, sans être un justicier très équitable ni un soutien très sûr, reste néanmoins pour tous les jeunes pays une planche de salut, un espoir pour tous.

Politique intérieure

Le gouvernement que j'ai l'honneur de présenter est un gouvernement d'unité nationale. Il ne devra pas l'être seulement de nom : son programme également devra être basé sur le désir de rétablir l'unité et le progrès du peuple congolais, de faire sentir à tout Congolais qu'il est parmi ses frères, qu'il est un membre d'une grande famille de 14 millions, de mobiliser les masses pour un relèvement matériel et moral du pays. Il faut absolument rompre le cercle vicieux de vengeance, de haine, de récriminations, d'insécurité qui étranglait notre pays dans le passé. Mon gouvernement fera de son mieux pour créer les conditions dans lesquelles tous les Congolais, quelles que soient leur ethnie, leur religion ou leurs opinions politiques, puissent travailler ensemble en bâtissant un meilleur avenir pour eux et leurs familles.

Pour aboutir à de telles conditions, mon gouvernement veillera au respect le plus strict des libertés fondamentales et des droits de l'homme. Chaque Congolais et chaque étranger, qui résident dans notre pays ou qui le visitent, devront pouvoir jouir des libertés et des droits qui leur sont garantis par la loi, en toute sécurité dans leur personne et leurs biens.

Le maintien de l'ordre public sera une préoccupation essentielle de mon gouvernement. Si nous voulons éviter le chaos et la misère, il faut rétablir la sécurité publique à travers notre pays et veiller à ce qu'elle ne soit pas menacée.

Certaines régions sont hélas encore troublées : en plusieurs endroits, l'autorité du pouvoir central est même méconnue partout, il y a encore des arrestations arbitraires ou des vexations injustifiées.

Pour les régions troublées, le but du gouvernement est de les pacifier. Notamment des commissions vont être créées avec comme tâche de rapprocher les ethnies opposées.

Là où le pouvoir central est méconnu et son autorité bafouée, le gouvernement réagit sans faiblesse et avec fermeté.

Mon gouvernement espère que le retour à la légalité constitutionnelle sera suivi aussitôt que possible par le rétablissement et le respect de la loi dans tous les secteurs. La population doit être assurée de la pleine protection de la loi pour pouvoir jouir de la liberté dans la justice.

La magistrature doit être reconstituée avec toute la célérité voulue pour permettre aux tribunaux de remplir leurs fonctions.

Priorité sera accordée à l'entraînement de la police provinciale et municipale. A cet effet, mon gouvernement n'hésitera pas à solliciter l'assistance internationale dans ce domaine particulier.

Mon gouvernement prendra les mesures les plus strictes et appliquera la rigueur de la loi contre toute personne, quelle que soit sa position, coupable de voies de fait, d'arrestation arbitraire, de détention illégale, de chantage ou de corruption.

Tout prisonnier politique, toute personne inculpée sans raison valable qui languit encore dans une prison, devra être libérée. En attendant le rétablissement des tribunaux, des commissions techniques seront chargées de revoir les dossiers des prisonniers et déterminer les cas où la présomption d'actes criminels est suffisamment établie pour justifier une détention préventive fondée sur les dispositions des lois pénales.

Le gouvernement veillera rigoureusement au respect des droits de l'homme et des libertés publiques. Il faut que très bientôt nous en arrivions à ce que plus aucun habitant de la République ne craigne pour sa liberté.

Défense nationale

Il y a le problème de la réorganisation de l'armée. Il s'agit d'abord de réunifier l'armée. Il ne doit pas y avoir au Congo trois ou quatre armées, mais une seule armée nationale qui partout obéit à un seul commandement. Le gouvernement mettra tout en oeuvre pour réunifier toutes les forces armées sous l'autorité du commandant suprême. Ces efforts seront poursuivis avec souplesse mais aussi avec énergie et ils doivent aboutir très rapidement.

En même temps que la réunification de l'armée, sera poursuivie systématiquement la formation de ses cadres. Plus de cent officiers viennent de rentrer au pays après un entraînement complet à l'étranger. Les autres officiers qui commandent nos soldats suivront ici même des cours de perfectionnement. Une école de formation de jeunes officiers congolais est en voie de création dont l'Etat-major de direction et les cadres instructeurs seront composés en partie d'officiers congolais et en partie d'officiers étrangers recrutés en coopération avec l'ONU, mais il nous faudra veiller à ce que nos officiers soient éduqués suivant une ligne d'action unique, ce qui exclut le recrutement d'instructeurs appartenant à trop de nationalités différentes.

En résumé, mon gouvernement prendra toutes les mesures utiles pour que les membres de l'Armée nationale congolaise reçoivent le meilleur entraînement possible, qui leur permettra de servir avec fierté et honneur, comme gardiens de la sécurité nationale et de l'intégrité territoriale de la République du Congo. Nous ne permettrons jamais que l'Armée nationale puisse être utilisée à des fins politiques, que ses unités puissent être entraînées dans des tâches indignes de coercition qui sont contraires aux principes démocratiques et constitutionnels, ou que ses soldats puissent se dégrader à faire les géôliers ou les bourreaux. Les officiers de l'armée devront se tenir complètement à l'écart de la politique intérieure ou extérieure du pays, qui ne relève que du représentant élu du peuple ou du gouvernement qui a été investi de la confiance du Parlement.

Politique financière et économique; finances publiques

Les finances publiques sont fort mal en point; le déficit reste très important et le volume croissant des instruments monétaires créés en vue de faire face aux décaissements considérables du gouvernement central et des autorités provinciales, porte une menace de plus en plus précise sur tout le secteur de l'économie.

Quelques chiffres illustreront la dégradation des finances de l'Etat et la dépréciation dangereuse de la monnaie. La moyenne mensuelle des dépenses de l'Etat est d'environ 850 millions de francs. Les recettes dépassent à peine 250 millions de francs. Le déficit mensuel est donc de l'ordre de 600 millions. Bien plus,

au cours du mois de mai, et du mois de juin, la situation s'est dangereusement aggravée à la suite, notamment de la hausse salariale octroyée aux agents de l'Administration. C'est ainsi que, dans le courant du mois de mai, les décaissements de l'Etat ont atteint 954 millions et, au mois de juin, plus d'un milliard et demi. Le déficit, au mois de mai, est passé à 700 millions et, au mois de juin, à un milliard 200.

Les dépenses effectuées par les autorités provinciales représentent plus de 55 pour 100 des dépenses totales. C'est ainsi que, pour les six premiers mois de l'année, la Province de Léopoldville a décaissé environ 250 millions par mois et la Province Orientale 240 millions par mois. Au mois de juin, la Province Orientale a décaissé 307 millions et la Province de Léopoldville 414 millions, soit près de trois fois le montant des dépenses effectuées mensuellement avant le 30 juin 1960.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'ensemble des dépenses provinciales, à l'exclusion de celles du Katanga et, partiellement à l'exclusion de celles du Sud Kasai, est entièrement financé par le Gouvernement central de Léopoldville. En vertu de l'unité de trésorerie, les provinces du Congo bien qu'elles étaient séparées à divers degrés des autorités centrales de Léopoldville continuent, en revanche, à lui être financièrement et monétairement rattachées.

Ce principe de l'unité de trésorerie, sanctionné par la convention du caissier de l'Etat, conclu le 7 juin 1952 entre le Congo et la Banque Centrale, n'a jamais été abrogé, ni en fait, ni en droit. Il domine actuellement toutes les relations financières entre le gouvernement central et les provinces.

Au rythme des six derniers mois, les dépenses globales de la République du Congo atteindront, annuellement, le chiffre astronomique de 12 milliards de francs. Ainsi, malgré le départ massif des fonctionnaires étrangers et le non-paiement de la dette, l'économie budgétaire - d'environ 7 milliards qui aurait dû normalement en résulter - a été totalement absorbée par l'accroissement des dépenses.

Politique du gouvernement

Sous ces réserves, la politique financière et monétaire du gouvernement aura un triple objectif :

- 1) Tout d'abord : veiller au maintien et au développement de l'appareil de production du pays, afin de fournir à l'économie des produits et les devises qu'exige le plein emploi des masses laborieuses.
- 2) Ensuite : résorber l'inflation par la réduction du déficit de la trésorerie publique et par l'établissement d'une politique sociale saine, mais subordonnée au développement du pays.
- 3) Enfin : favoriser les investissements publics et privés.

1) Maintien et développement de l'appareil de production du pays

Du point de vue monétaire et financier, cette politique concerne, avant tout, la Banque nationale et l'Office des changes, qui lui est rattaché. La mise en route de la Banque nationale et l'apport de tous les services qu'elle peut rendre au pays constituent les facteurs indispensables à la réalisation de la politique gouvernementale, en matière monétaire et financière. C'est à elle, en collaboration avec le gouvernement, de dresser l'inventaire des besoins en devises du pays et d'établir ensuite, un ordre de priorité.

Le gouvernement insistera pour que, en premier lieu, soient favorisées les activités d'exportations et les transports - ceci en vue de maintenir les rentrées de devises; en second lieu, soit acceptée l'assistance financière de l'extérieur qui nous permettra en attendant le redressement de la situation économique et financière du pays de faire face à nos besoins urgents dans le secteur des importations que nous ne pouvons financer nous-mêmes faute de devises étrangères. Nous croyons pouvoir compter sur la pleine compréhension de tous les pays étrangers afin de nous permettre de surmonter nos difficultés actuelles et de mener à terme le programme que je viens d'exposer. Le gouvernement veillera à ce que l'octroi de l'assistance financière ne soit lié à aucune condition qui puisse porter atteinte à la souveraineté de l'Etat congolais. En troisième lieu, que soient encouragées et développées les industries locales de transformation, ceci en vue de maintenir la production des biens de consommation et un niveau maximum d'emploi.

Le maintien des activités d'exportations et de transformations dépend, lui-même, de deux éléments qui sont intimement liés l'un à l'autre : d'une part, l'entretien et le renouvellement du matériel, d'autre part, le maintien et la mise en place du personnel technique indispensable pour en assurer le fonctionnement.

2) Lutte contre l'inflation

Sur le plan de la lutte contre l'inflation à l'intérieur du pays le gouvernement se propose d'envisager deux séries de mesures. Les premières doivent viser à la conclusion rapide d'un pacte social de sauvetage économique du pays. Ce pacte social serait conclu entre tous les rémunérés, quels qu'ils soient, les employeurs et l'Etat, afin de fixer, dans l'immédiat et pour une période de douze à dix-huit mois, le niveau des salaires et les échelles barémiques, et de préparer, en collaboration, un programme social axé sur le développement du revenu réel des populations. Les secondes concernent la réduction du déficit de la trésorerie publique. En vue d'alléger le déficit de la trésorerie, le gouvernement se propose de renforcer sinon de réorganiser le contrôle sur l'emploi des deniers publics. Les fondements de ce contrôle résident dans l'établissement de budgets et dans leur exécution, conformément aux règles de la comptabilité publique. Le gouvernement veillera, dorénavant, à ce qu'aucune dépense de l'Etat ne puisse être engagée, ni ordonnancée, s'il n'existe, au préalable, un crédit budgétaire disponible, à quoi devra correspondre, d'ailleurs, un volume effectif de fonds. Toutefois, le gouvernement envisage d'accorder aux provinces une large autonomie financière.

En abrogeant le principe de l'unité des caisses, le gouvernement central et les autorités provinciales seront placés devant leurs propres responsabilités financières. Les provinces seront beaucoup plus soucieuses de gérer avec prudence les intérêts financiers des territoires qu'elles dirigent. Le service de caissier des Etats provinciaux pourrait d'ailleurs, éventuellement, être assuré par les succursales de la Banque nationale, en vertu de conventions particulières.

Du point de vue des recettes fiscales, le Gouvernement congolais s'efforcera, d'abord, d'augmenter ses recettes en assurant la normalisation des échanges commerciaux dans l'ensemble du pays, ce qui amènera naturellement une augmentation des recettes provenant des droits de douane et d'accises. Il veillera également à renforcer le contrôle douanier. Sans avoir à hausser les taux d'imposition, le gouvernement estime que, grâce à la reprise de l'activité économique et à un effort technique, il pourrait augmenter ses recettes fiscales de plus de 50 pour 100.

Dans la mesure où le gouvernement parviendra à maintenir le niveau général des rémunérations, il s'efforcera de limiter dans toute la mesure du possible l'augmentation des impôts sur les biens de consommation.

En revanche, si une augmentation généralisée des salaires et des rémunérations devait se déclencher sur tout le territoire de la République, le gouvernement, pour sauvegarder le revenu des paysans et des travailleurs, sera obligé de frapper durement la consommation par une hausse sensible des droits de douane et d'accises. Les biens de consommation non indispensables et de luxe seront les premiers atteints par l'augmentation du taux d'imposition.

3) Investissement public et privé

L'importance de l'aide étrangère dans le domaine des investissements est évidente si nous considérons que depuis la période troublée de l'année passée, les investissements sont tombés à 10 pour 100 et même moins de ce qu'ils étaient auparavant.

Des mesures très énergiques seront envisagées pour créer des conditions favorables à l'investissement de capitaux étrangers, et pour encourager l'épargne individuelle et collective et la diriger vers la formation de capitaux nationaux. Toutes les mesures seront prises par non gouvernement pour garantir aux investissements étrangers les conditions de sécurité nécessaires.

D'autre part, le gouvernement veillera à éviter les abus qui résulteraient d'une mainmise de l'étranger sur l'économie du pays, le gaspillage de ses ressources ou une exploitation démesurée de ses richesses.

Situation monétaire

Pour couvrir le déficit de la Trésorerie publique, l'Etat continue à recourir, de manière permanente, aux avances de la Banque centrale, à concurrence de 600 millions par mois, chiffre qui sera porté à 700/750 millions par mois avant la fin de l'année. L'accroissement des billets de banque, qui accompagne généralement le financement des dépenses publiques par la Banque centrale, avait été relativement modeste jusqu'au mois de décembre 1960. Par contre, depuis le mois de janvier, l'accroissement des billets mis en circulation par la Banque centrale représente, en moyenne, plus de 50 pour 100 des avances à l'Etat. Or c'est précisément l'expansion de la monnaie de papier qui exerce le plus directement sa pression sur les prix. Servant presque exclusivement au règlement des transactions des Congolais, c'est-à-dire essentiellement des consommateurs, la circulation des billets, lorsqu'elle se développe, a le plus de chances de provoquer une hausse désordonnée des prix et une détérioration du niveau de vie des masses populaires.

Si, à l'intérieur du pays, la situation monétaire n'est pas brillante, si la hausse des prix intérieurs menace le niveau de vie des classes laborieuses, la valeur du franc congolais sur le plan international n'est guère plus favorable et ce, malgré le fait que, depuis le 30 octobre 1960, les autorités congolaises ont installé l'Office des licences et l'Office des Changes, qui surveillent le rapatriement des devises et contrôlent les importations. Ceci est dû, essentiellement, au fait que les activités exportatrices de certaines provinces ont été de loin inférieures au niveau des devises étrangères nécessaires pour alimenter ses besoins en importations. Si une reprise des activités exportatrices à travers toute la République du Congo ne se matérialise pas dans les mois qui viennent, nos réserves de change continueront à diminuer, au point qu'il ne sera plus possible d'importer les biens les plus indispensables au maintien du niveau de vie actuel des masses congolaises.

La situation est donc très grave. Elle nécessite l'application de mesures rigoureuses et effectives sur tout le territoire congolais. Mais, avant de préciser concrètement les objectifs généraux de la politique gouvernementale, nous devons être tous conscients que, dans l'ordre des remèdes aux misères économiques et sociales du Congo, les moyens monétaires et financiers sont subordonnés à la question politique.

/...

Politique sociale

Chômage

De l'ensemble de toutes ces mesures doit sortir la solution d'un autre grave problème qui nous préoccupe vivement : le chômage.

Le gouvernement auquel nous avons l'honneur de succéder a entrepris de sérieux efforts en vue de résoudre ce problème.

Un programme de résorption du chômage dont le financement est assuré par le truchement de l'ONU a été élaboré et a connu son début de réalisation il y a peu de temps.

Mon gouvernement poursuivra inlassablement l'exécution de ce programme et espère continuer à compter sur l'aide étrangère dont il aura encore besoin pendant quelque temps. Cependant, quelle que soit l'importance de cette aide, le gouvernement est convaincu de cette vérité que la solution définitive de ce problème réside dans une véritable relance économique, capable de provoquer la prospérité générale et, par voie de conséquence, le plein emploi. Les mesures que nous venons de décrire ci-dessus visent avant tout cet objectif.

Oeuvres sociales

Mon gouvernement, conscient du grave problème de la jeunesse, a créé un ministère spécial pour s'en occuper. C'est par l'utilisation rationnelle, c'est-à-dire adaptée au pays, des techniques les plus modernes en matière de relèvement social, de développement communautaire, de formation à des emplois sains et valables, bref par une véritable mobilisation des masses, que nous nous attaquerons à ce problème. Mon gouvernement prêterait son attention aux problèmes du niveau de vie de ceux qui ont été jusqu'ici les déshérités et les plus nécessiteux.

De notables progrès ont été réalisés dans le domaine médical, ceci en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé. Il faut cependant prendre des mesures destinées à améliorer le service médical, plus particulièrement dans les milieux ruraux.

/...

Education

Conscient de l'importance primordiale de l'éducation à tous les degrés pour le développement du Congo, mon gouvernement n'épargnera aucun effort pour améliorer, étendre et multiplier les institutions d'enseignement dans toutes les régions du pays.

La qualité de l'enseignement primaire, dans lequel nous nous flattons de rassembler proportionnellement plus d'élèves que dans tout autre pays d'Afrique, n'est pas satisfaisante. Il sera réorganisé de façon à assurer partout aux enfants qui le fréquentent une formation de base commune, indispensable aux citoyens d'un Etat moderne. Pour assurer la formation dans tous les domaines du personnel qualifié, des techniciens et des élites dont le pays a le plus grand besoin, nous ouvrirons largement les portes de l'enseignement secondaire, général et technique. La situation présente qui veut que sur 100 enfants sortant de l'enseignement primaire, 60 à 70 suivant les régions n'ont aucune possibilité de perfectionner leurs connaissances et leur formation ne peut pas être tolérée. Nous ferons appel à tous les concours, en particulier à l'assistance technique, pour y remédier dans les délais les plus brefs. L'école secondaire congolaise doit être d'un niveau international. Mon gouvernement veillera pour que l'enseignement technique, secondaire et supérieur soit équipé, étendu et diversifié, afin de pouvoir former dès à présent les élites dont nous avons besoin dans toutes les professions spécialisées.

Mon gouvernement exprime sa reconnaissance à tous les enseignants étrangers qui acceptent de nous aider dans cette tâche. Il les appelle et il les accueille. Il est cependant indispensable d'assurer la formation du personnel administratif et enseignant congolais à qui il revient de prendre en main à tous les échelons la formation de notre jeunesse nationale. Dans ce but, et sans préjudice d'autres mesures ultérieures, le gouvernement créera immédiatement un institut pédagogique national où viendront s'instruire et se perfectionner les futurs professeurs de notre enseignement secondaire, les inspecteurs des divers degrés, les directeurs d'écoles et les responsables de l'administration scolaire.

Mon gouvernement suivra avec attention et soutiendra le développement de nos jeunes universités. Il salue les efforts déjà entrepris par elles pour former

dans toutes les disciplines des savants et des techniciens d'une haute compétence, capables de mettre au service du pays les connaissances qu'ils ont acquises. Enfin le pays sera doté progressivement d'organismes d'éducation populaire qui assurent aux jeunes et aux adultes, que la rigueur des temps a tenu écartés de l'école, ce complément de formation et de culture qui leur permettra d'être au sein de notre jeune nation, des citoyens à part entière.

Organiser, soutenir et promouvoir l'éducation nationale, assurer à chaque citoyen quelle que soit son origine sociale, ses chances de poursuivre sa formation aussi loin que lui permettent ses capacités, est pour mon gouvernement un devoir imprescriptible et il ne négligera aucun effort pour le remplir.

Problème des cadres

La situation politique créée dans le pays, après l'indépendance, a engendré une africanisation soudaine des cadres tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Je n'ai pas à insister sur l'importance de l'administration dans la vie de la nation, car tout le monde sait que l'administration, par le volume, la diversité, la technicité de ses attributions est devenue un facteur primordial de stabilité et de progrès à défaut duquel l'action politique quelle que soit sa portée, ne peut avoir de concrétisation. Les fonctionnaires congolais qui se sont vu attribuer du jour au lendemain des responsabilités auxquelles ils n'ont pas été préparés ont prouvé par leur civisme et au prix d'efforts élogieux que le gouvernement peut compter sur eux. Mais il lui appartient de leur donner le complément de formation qui leur permettra de se hisser au niveau qu'exige un pays indépendant en voie de développement. C'est pourquoi mon gouvernement intensifiera en les généralisant, les cours de perfectionnement qui ont déjà donné, dans les branches où ils ont été organisés, un résultat appréciable. La formation des fonctionnaires de l'Etat est une oeuvre nationale; elle sera entreprise avec tout l'intérêt qu'elle est en droit d'exiger du gouvernement.

Avec les possibilités qu'offre dans le domaine administratif, judiciaire et même politique, l'Ecole de droit et d'administration, l'avenir peut être envisagé avec optimisme. Cette école, qui compte actuellement 204 élèves dans diverses branches, verra son importance augmenter dans les années à venir et le gouvernement ne ménagera pas ses efforts pour lui permettre d'augmenter ses capacités et son rendement, et lui donner les moyens d'accomplir la mission combien importante qui lui a été dévolue dans la vie nationale.

En attendant, le gouvernement continuera d'accepter l'assistance technique d'experts étrangers. Il reste bien entendu que l'appel à ces derniers ne se fait que dans la mesure où le personnel congolais n'offre pas de possibilités suffisantes de répondre aux conditions exigées par les nécessités des fonctions à assumer.

Stages des parlementaires à l'étranger

L'attention du gouvernement est retenue également sur la nécessité de soigner le niveau de formation des honorables parlementaires. En effet, notre jeune république a accédé à son indépendance sans y être préparée de façon rationnelle. Nombreux parmi nous sont ceux qui n'ont jamais eu l'occasion de s'initier à la tâche importante, combien difficile, de parlementaire. J'apprécie hautement la détermination avec laquelle vous vous consacrez, après cette crise douloureuse, au service du peuple qui vous a élu.

Mon gouvernement est prêt à vous apporter son soutien et son aide dans toute la mesure du possible.

C'est pourquoi j'envisage dès notre installation d'organiser en faveur des parlementaires des voyages d'étude à l'étranger pour leur permettre d'effectuer un stage dans des institutions parlementaires expérimentées.

Je suis persuadé que ces stages apporteront à vos connaissances un complément de formation théorique et pratique qui vous aidera à remplir au mieux la lourde tâche qui pèse sur vos épaules.

Conclusion

Monsieur le Président, honorables députés, le Gouvernement qui se présente devant vous se proclame de large union nationale. Cette union nous la voulons dans les coeurs de nos populations, nous nous efforcerons de faciliter et d'aider la véritable et sincère réconciliation. Il faut que cessent les haines, les vengeances, l'esprit de clan, les cris de victoire et l'amertume des défaites.

/...

Nous nous emploierons tous avec votre aide à atteindre ce premier but : l'unité fraternelle du peuple congolais.

Le gouvernement agira d'urgence et avec vigueur pour redonner confiance au peuple dans ses dirigeants, dans ses institutions, dans sa vocation naturelle d'être le coeur de l'Afrique.

Le gouvernement veillera à ce que le peuple congolais profite des fruits de l'indépendance; à cet effet nous nous engageons à faire régner l'ordre, la sécurité la paix dans tout le pays. Nous lutterons contre la misère, le chômage, l'ignorance.

Nous relèverons le niveau social et intellectuel du peuple et nous ferons du Congo un organe actif de l'unité africaine.

Ce programme que mon gouvernement a l'honneur de vous soumettre est au minimum à réaliser très rapidement pour sortir ce pays de l'impasse dans laquelle il s'est engagé depuis environ un an. Sa réalisation nous permettra d'envisager l'avenir avec plus de sérénité, il remettra le Congo à la place qui lui revient au coeur de l'Afrique et dans le concert des nations indépendantes luttant pour la paix, la libération des peuples encore asservis.

Ce programme aussi restreint soit-il ne peut être réalisé qu'avec votre entière collaboration active, votre appui et l'aide constante que vous apporterez à cette équipe issue de vos rangs.

Honorables Députés (Sénateurs) : Je voudrais pour clôturer cet exposé, revenir de façon plus précise, sur un problème urgent dont j'ai touché quelques mots ci-avant.

Il s'agit du Katanga. La sécession katangaise a fait grand tort au pays. C'est elle qui nous a divisés, c'est elle qui a privé l'Etat d'une grande partie des ressources budgétaires qui lui appartiennent. Depuis un an, nous avons essayé tous les moyens pacifiques pour nous entendre avec Elisabethville. Ce fut en vain. Il y a trois mois, à Coquilhatville, les provocations du Président Tshombé ont soulevé l'indignation du peuple congolais. Il a fallu arrêter ce provocateur pour lui apprendre le respect du Chef de l'Etat et de la volonté du peuple congolais.

Puis M. Tshombé a paru revenir à de meilleurs sentiments, on lui a fait une dernière fois confiance et on l'a relâché. Mais certains leaders katangais ne veulent pas réintégrer la communauté congolaise, comme l'a prouvé définitivement la comédie qui vient de se jouer à Brazzaville. Le peuple congolais veut sauvegarder l'héritage du 30 juin 1960. Ce n'est ni Tshombé, ni certains de ses ministres, ni l'Union Minière, ni les Belges qui sont derrière la sécession katangaise, qui pourront empêcher le peuple congolais de récupérer son héritage. Mes frères, unissons-nous, formons un seul bloc, donnez votre confiance totale à votre gouvernement, reconnaissez-lui tous les pouvoirs nécessaires. C'est dans les tous prochains jours que votre gouvernement est résolu à réduire la sécession katangaise.
